



PUBLICITÉ

ACCUEIL > SUISSE

Réservé aux abonnés

«Je suis allé me laver tout habillé, avec mes chaussures, pour me nettoyer de toute cette misère humaine»: Hans Wolff raconte le comité anti-torture

Le médecin genevois, qui a représenté la Suisse au sein du comité institué par le Conseil de l'Europe pour inspecter les lieux de détention, s'apprête à passer le témoin. Pour «Le Temps», il revient sur cette expérience forte qui l'a mené dans des endroits très secrets et emplis de souffrances



Hans Wolff quitte le Comité anti-torture du Conseil de l'Europe après avoir effectué trois mandats de quatre ans. Genève, le 9 décembre 2025. — © David Wagnieres / Le Temps

**Fati Mansour**

Publié le 16 décembre 2025 à 06:28. / Modifié le 16 décembre 2025 à 08:15.

🕒 7 min. de lecture

**Résumé en 20 secondes** ⓘ

C'est sa dernière semaine comme représentant de la Suisse au sein du Comité anti-torture du Conseil de l'Europe (CPT). Le professeur Hans Wolff, responsable de la médecine pénitentiaire genevoise, désormais également chef du Département de médecine communautaire et de premier recours (DMCPR) des HUG, va passer le témoin au Zurichois Ronald Gramigna, qui a dirigé la section exécution des peines et mesures au sein de l'Office fédéral de la justice. Pour *Le Temps*, Hans Wolff revient sur son expérience d'inspecteur des droits humains, chargé de sillonner ces lieux d'enfermement que sont les prisons, les centres pour mineurs, les postes de police, les centres de rétention pour migrants ou encore les hôpitaux psychiatriques. Toujours à l'écoute de la souffrance des personnes privées de liberté afin de renforcer leur protection contre les traitements indignes.

Le Temps: Trois mandats, soit douze années de comité anti-torture, cela vous marque pour toujours?

Hans Wolff: Cette expérience compte parmi les meilleures et les plus fortes dans ma vie professionnelle. Peu de personnes ont cette possibilité de visiter et de comparer des lieux totalement secrets. Je me souviens des transferts par hélicoptère militaire vers l'île d'Imrali, où est détenu à l'isolement depuis vingt-six ans Abdullah Öcalan, le leader du peuple kurde.

Lire le portrait: [Dans la douleur des prisons](#)



Vous avez dû voir des choses terribles en traquant les mauvais traitements, non?

Effectivement. En Moldavie, par exemple, les prisons sont gangrenées par un système de hiérarchie informelle hérité de l'époque soviétique, et c'est l'horreur. Il y a des chefs qui ont tous les avantages et qui occupent de grandes cellules bien équipées. Les plus faibles sont aspergés d'urine et parfois même violés à leur entrée en prison pour les «marquer». Ils n'ont même pas le droit de regarder les autres dans les yeux. C'est très dur de voir toute cette souffrance et cette peur de nous parler. En Guyane française, j'ai visité une prison surpeuplée qui n'avait pas de service de psychiatrie fonctionnel. D'ailleurs, dans toute la région des Caraïbes françaises, il n'y a aucune structure de psychiatrie forensique hospitalière. Ces personnes souffrant de troubles mentaux sévères étaient regroupées dans une unité carcérale et laissées au soutien, certes admirable, des agents pénitentiaires, qui étaient débordés par l'ampleur de la tâche. Les conditions étaient effroyables, le sol était souillé et collant. Au retour à l'hôtel et pour la seule fois de ma vie, je suis allé me laver tout habillé, avec mes chaussures, pour me nettoyer de toute cette misère humaine. Constater cela de la part de la France, c'est encore plus choquant.

Les centres de détention pour migrants sont aussi dans le viseur du CPT. Qu'avez-vous observé?

C'est un domaine qui prend malheureusement de l'ampleur, car de plus en plus d'Etats cherchent à régler des problèmes liés à la migration par la case prison. Dans un de ces centres, en Turquie, un jeune Afghan présentait des morsures sur les jambes. Il nous a expliqué avoir payé des passeurs pour se rendre en Bulgarie. Une fois là-bas, les gardes-frontières lui ont tout pris, l'ont déshabillé, l'ont chassé et ont lâché les chiens. Tout le monde peut comprendre que ces gens cherchent une vie plus digne. Or, ils sont très souvent exploités et maltraités. Un gars qui travaillait sur un chantier à Istanbul n'a pas été payé et son patron a appelé la police pour qu'il se fasse embarquer. Ce sont des histoires qu'on garde en nous.



© David Wagnieres / Le Temps

Avez-vous fait des découvertes intéressantes?

Notre équipe a été soufflée lors de sa dernière visite en Norvège. Après de grands problèmes en lien avec les prisons, ce pays a massivement investi, non seulement dans la construction de nouvelles prisons de qualité, mais également dans la formation des surveillants qui se destinent davantage à la resocialisation des détenus tout en gardant des tâches sécuritaires. Cette approche coûte cher, mais elle fait aussi baisser fortement le taux de récidive et donc épargner sur le long terme. Je reviens de Grande-Bretagne, où j'ai pu voir ce qui se fait de mieux dans des unités pour les mères avec enfants.

Lire aussi: [Halden, la prison qui ressemble à un hôtel](#)

**Avez-vous subi des pressions de la part des gouvernements?**

Jamais de pressions fortes de la part du monde politique. On les aurait combattues et rendues publiques. Les pressions viennent surtout du monde associatif, parfois par l'intermédiaire des médias. Chaque visite doit être minutieusement préparée. Le CPT reçoit des informations pour chaque pays en continu et les membres du secrétariat suivent cela de manière assidue. Il y a également toute une préparation politique et culturelle à faire avant certaines visites. Par exemple, sur le plan médical, il faut connaître les standards du système de santé dans le pays, car le principe d'équivalence exige le même niveau de qualité de soins à l'intérieur des prisons qu'à l'extérieur.

Avec le recul, êtes-vous toujours convaincu de l'utilité de ces inspections?


Totalement convaincu. Le CPT est certainement le plus puissant organisme d'inspection indépendant au monde, en termes de moyens et de méthodes de travail. Son fonctionnement est basé sur les principes de la confidentialité et de la coopération. Ce qui nous permet d'avoir accès à tous les lieux, de pouvoir parler en privé avec les détenus et ensuite de donner un feedback indépendant aux ministres.

Avez-vous le sentiment d'être entendu?

Les recommandations du CPT ne sont pas obligatoires, mais elles servent de modèle aux mécanismes d'inspection nationaux et sont reprises par plusieurs milliers de jugements de la Cour européenne des droits de l'homme. De plus, le Conseil de l'Europe peut mettre en place des mécanismes d'aide en cas de déclaration publique, ce qui ne plaît pas du tout aux Etats concernés.

Est-ce que vous pouvez citer un bon élève?

Les pays des Balkans, notamment ceux qui veulent rejoindre l'Union européenne, se montrent très soucieux de mettre en place nos recommandations. Le Kosovo est assez exemplaire en la matière. La Turquie, où les mauvais traitements étaient légion dans les années 1990, s'est aussi beaucoup améliorée, puis se dégrade depuis environ quinze ans. C'est difficile de savoir ce qui a véritablement provoqué ces changements, mais le CPT a sans doute été un moteur pour aller dans le bon sens.

Lire également: [Taux de suicide record dans les prisons suisses? «Il faut prendre ces chiffres avec précaution, mais sans banaliser le phénomène»](#) 

Une déception persistante?

La Belgique. C'est le seul pays occidental pour lequel nous avons fait une déclaration publique en 2017. L'absentéisme du personnel pénitentiaire et les grèves à répétition, sans service minimum garanti, ont créé des situations dramatiques. J'ai vu un directeur de prison qui dormait dans son bureau, qui devait lui-même distribuer les repas aux détenus et éteindre les incendies.

Avez-vous fait des rencontres inattendues?

En Angleterre, j'ai fait la connaissance du ministre des Prisons, Lord Timpson, qui est très engagé et compétent pour réformer le milieu pénitentiaire. Il était à la tête d'une entreprise florissante qui fait en sorte de recruter les anciens détenus. Ces derniers représentent 50% du personnel de cette chaîne de magasins.

Vous vous apprêtez à passer le témoin, c'est un soulagement ou un regret?

Un peu des deux. En tant que vice-président, j'étais très engagé et cela me prenait beaucoup de temps. C'est donc un soulagement au regard de mes nouvelles tâches de chef du DMCP. C'est aussi un regret, car cette expérience a été passionnante et m'a permis d'être très actif sur le terrain de la médecine pénitentiaire. Je vais d'ailleurs continuer en qualité d'expert pour accompagner ponctuellement les équipes du CPT. Il faut maintenir des liens avec ce réseau.

Et la Suisse dans tout ça?

La Suisse a tout pour être un laboratoire des bonnes pratiques. Mais cela ne s'est pas produit, car chaque canton fait à sa sauce. Il y a aussi des différences régionales. La Suisse alémanique est généralement meilleure dans le régime de prise en charge des condamnés. Le personnel est mieux formé et plus mûr. Il n'y a pas la même surpopulation carcérale. Par contre, les services de santé sont plus développés dans les cantons romands, une sorte de compensation pour un univers pénitentiaire moins bien doté et soumis à de fortes pressions.

Lire enfin: [Viviane Schekter, figure du paysage carcéral romand: «Aucune famille de détenu ne doit être laissée seule»](#) 

Vous avez perpétué une forme d'engagement très genevois au sein du CPT en succédant, le 1er janvier 2014, au docteur Jean-Pierre Restellini. Le professeur Timothy Harding, ancien directeur de l'Institut de médecine légale, y avait également officié comme expert.

C'est vrai et cela s'inscrit dans une belle tradition visant à créer un modèle et mettre en pratique les préceptes adaptés à la détention. Je n'y croyais pas trop en déposant ma candidature. Deux médecins genevois de suite, cela ne s'était jamais vu, et une septantaine de concurrents étaient annoncés. En plus, la convocation pour mon audition par les parlementaires fédéraux s'était perdue. Et puis le secrétariat a appelé pour signaler une erreur de date et j'ai compris que j'étais retenu dans les finalistes. Sans ce coup de pouce du destin, j'aurais sans doute raté le rendez-vous.

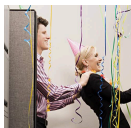
Avez-vous réussi à imprimer une marque sur cette grosse machine?

J'ai présidé le groupe des médecins chargés d'adapter les standards de santé en prison. Cela a demandé deux ans de travail et c'est une sorte d'héritage. Les éléments les plus nouveaux ont trait à la prise en charge des personnes vulnérables (LGBTQIA+, handicapés), des addictions ainsi qu'à la prévention et à l'échange de seringues. Il y a aussi un nouveau chapitre sur la coordination pour savoir qui fait quoi, et comment répertorier maladies infectieuses et suicidalité, toujours en collaboration avec les directions des établissements. Il faut être respectueux et indépendant tout en ayant un bon niveau de communication. Comme dans un couple.



© David Wagnieres / Le Temps

NOS LECTEURS ONT LU ENSUITE



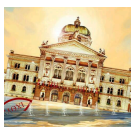
Les soirées d'entreprise, si propices aux dérapages

Publié le 11 décembre 2025



Attentat en Australie – Le renseignement national a enquêté sur des liens entre un tireur et le groupe Etat islamique

Publié le 14 décembre 2025



En politique suisse, l'influence des évangéliques grandit

Publié le 14 décembre 2025



Présidentielle au Chili: le pays bascule à l'extrême droite et élit un héritier de la dictature

Publié le 15 décembre 2025



Funérailles de fourmis et chant du cygne: la troublante réalité des animaux qui comprennent la mort

Publié le 13 décembre 2025



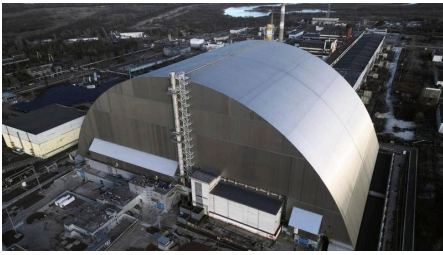
«Il y a une rupture»: après l'abandon de la contribution de crise, certains PLR vaudois ne comprennent plus leurs conseillers d'Etat

Publié le 15 décembre 2025

ARTICLES LES PLUS LUS

- 1 «Il y a une rupture»: après l'abandon de la contribution de crise, certains PLR vaudois ne comprennent plus leurs conseillers d'Etat
- 2 Derrière le meurtre du réalisateur Rob Reiner, la dérive d'un fils et une famille brisée par les addictions
- 3 Comment la ligne de front en Ukraine s'est transformée en un casino mondial... en ligne
- 4 Le propriétaire de Globus épongera les dettes du grand magasin
- 5 Convoitises autour du stock d'or de l'Italie, troisième en taille au niveau mondial
- 6 «Voix» de la police cantonale pendant vingt-cinq ans, Jean-Christophe Sauterel va devenir porte-parole du Conseil d'Etat vaudois
- 7 Brigitte Macron se dit «désolée» si elle a blessé des victimes de violences sexuelles avec son «sales connes»
- 8 En Indiana, les élus républicains font comprendre à Donald Trump qu'ils ne se feront pas tordre le bras

LIRE AUSSI



Tchernobyl cherche à sauver son arche à 1,5 milliard d'euros



Brigitte Macron se dit «désolée» si elle a blessé des victimes de violences sexuelles avec son «sales connes»



Des frappes américaines sur trois navires liés au «narcotrafic» font au moins huit morts



En Suisse, une filière du recyclage et du reconditionnement des batteries a vu le jour

LE CHOIX DE LA RÉDACTION

Après la tuerie de Sydney, le gouvernement australien est accusé de laxisme contre l'antisémitisme

Publié le 15 décembre 2025 à 19:16. / Modifié le 16 décembre 2025 à 06:42.

🕒 4 min. de lecture

Merveille de comédie musicale, «Un Américain à Paris» fait souffler un vent d'amour fou à Genève

Publié le 15 décembre 2025 à 19:22. / Modifié le 16 décembre 2025 à 06:42.

🕒 4 min. de lecture

En matière de souveraineté numérique, le Conseil fédéral a désormais (presque) tout pour bien faire

Publié le 15 décembre 2025 à 17:50. / Modifié le 16 décembre 2025 à 06:42.

🕒 3 min. de lecture

CONTENUS PARTENAIRES
